



CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S RHINO

Observatoire des Camps de Réfugié-e-s
Pôle Étude et Recensement des camps
Zone Afrique

MICHAUD Pierre
Septembre 2021


L'OBSERVATOIRE
des camps de réfugiés

PHOTO : © MALTESER INTERNATIONAL



CAMP DE RHINO

Localisation du camp

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

Contexte de création du camp

Population accueillie

RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

GESTION DU CAMP

Les gestionnaires du camp

Les services assurés dans le camp

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

Services médicaux et problèmes sanitaires

Les services éducatifs saturés et non-adaptés

Une cohabitation sous tension entre population locale et réfugié-e s.

L'eau, une denrée manquante

L'aide matérielle, une aide non-universelle et non-renouvelable

Des terres peu arables et une aide alimentaire insuffisante

Les défis de l'hébergement

L'accès à la propriété

L'accès aux ressources économiques

Les pressions écologiques

La corruption et le trafic d'êtres humains

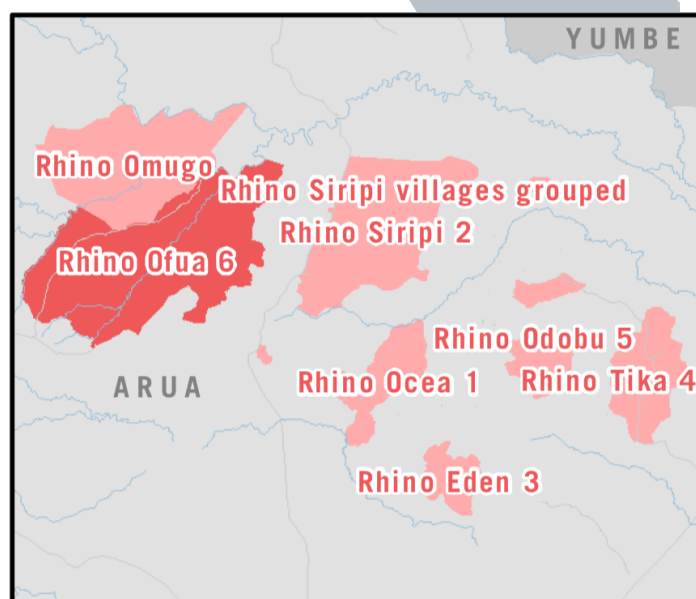
SOURCES ET RÉFÉRENCES

Localisation du camp de RHINO



LE CAMP DERHINO SE SITUE :

- Au Nord Ouest de l'Ouganda, dans la région du West Nile, au sein du district d'Arua
- 2.966°N 31.395°E



SOURCES : UNHCR, REACH, MAP ACTION

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

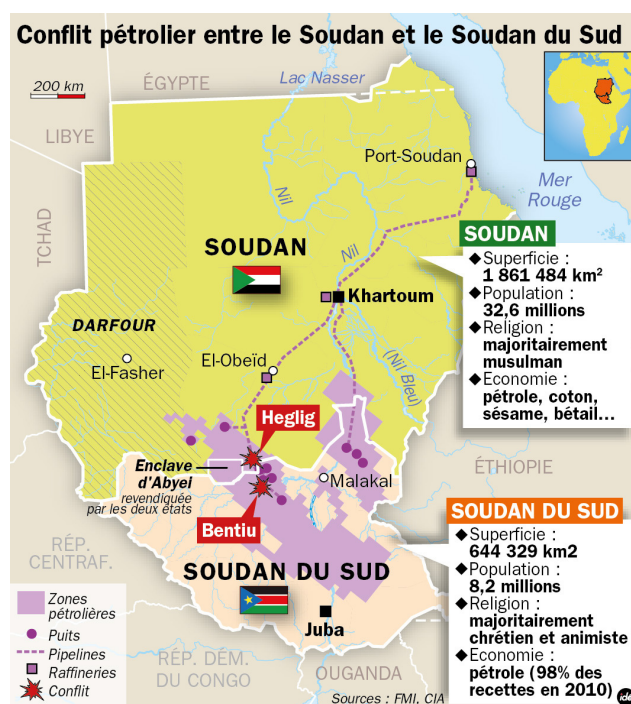
CONTEXTE DE CRÉATION DU CAMP

Le camp de réfugié-e-s Rhino a été mis en place en 1980, aux prémices de la seconde guerre civile du Soudan (1983–2005) [1]. Onze ans après l'accord de paix d'Addis Abeba, qui laisse une autonomie aux populations chrétiennes vivant au sud du pays, le gouvernement soudanais en place rompt cet accord pour deux raisons : la présence d'énergie fossile dans les régions du Sud et pour imposer la charia à tout le pays afin d'arabiser les populations du sud [2]. Schématiquement divisé entre une population arabo-musulmane au Nord et chrétienne au Sud, le pays est dominé politiquement par les populations du Nord, qui détiennent le pouvoir depuis l'indépendance du pays [3].

Deux ans avant le coup d'État de 1958, et la volonté d'arabiser et d'islamiser le peuple, les populations chrétiennes exclues du pouvoir se radicalisent. Cela donne lieu à une première guerre civile qui durera de 1956 à 1972. Quelques années après, le pays plongera dans une seconde guerre civile de 22 ans, avec le bilan suivant : 2 millions de personnes décédées et 4 millions de personnes déplacées [4]. Au cours de ce conflit, la branche armée des rebelles sudistes, Sudan People Liberation Army (SPLA), entretient des relations privilégiées avec ses pays voisins, notamment avec l'Ouganda, qui a, entre autres, accueilli les personnes réfugiées victimes du conflit [5]. Induite en partie par cette période conflictuelle, une famine fulgurante est venue aggraver la situation d'urgence [6].

Après trois années de négociation, un accord de paix global actant la fin de la seconde guerre civile est signé en 2005 [7]. En 2011, la partition du Soudan est effective et le sud du pays est désormais reconnu comme un pays autonome.

Cependant, dès 2013, des séditions adviennent au sein même du gouvernement sud-soudanais, qui déboucheront sur l'une des guerres civiles les plus meurtrières et violentes du XXI^e siècle. Malgré des accords de cessez-le-feu, le conflit se poursuit jusqu'en 2018, où un accord de paix est signé. En 2020, des conflits intercommunautaires sévissent toujours dans le Nord-Est et laissent à penser que cet accord peut à tout moment se révéler être un échec [8].



SOURCE : C. BONAL, "POURQUOI LE SOUDAN SUD BASCULE DANS LA VIOLENCE", *LIBÉRATION*, 24 DÉCEMBRE 2013

L'instabilité qu'a engendré ces deux conflits meurtriers de longue durée et qui tendent à perdurer permet de comprendre les raisons, le contexte d'installation et l'histoire du camp de Rhino, qui a donc connu différentes vagues d'arrivées en fonction des périodes de violence.

Ainsi, face à cet afflux de personnes victimes de violences dès 1980, l'État ougandais, dont nous verrons le rôle, a mis en place des espaces d'accueil au nord du pays, dont le camp de Rhino, aux portes toujours ouvertes pour les populations arrivantes. Ce dernier a d'ailleurs été étendu, en 2017, avec une nouvelle zone pour faire face à l'afflux croissant de personnes réfugiées [9]. Quatrième plus grand camp du pays, il est organisé en sept zones [10]. Ouvert et librement accessible, le camp est installé dans des espaces ruraux où paysan-ne-s ougandais-es et populations réfugiées cohabitent.

Cette cohabitation et l'accueil des personnes sud-soudanaises vont de soi pour les populations locales. L'Ouganda a aussi connu une guerre civile et les habitant-e-s comprennent, voire connaissent, cette situation d'urgence : « Nous n'allons pas rejeter des gens qui ont besoin d'aide. Quand j'étais jeune, j'ai aussi été déplacée avec ma famille. » [11]

BILAN

Seconde guerre civile (1983 - 2005)

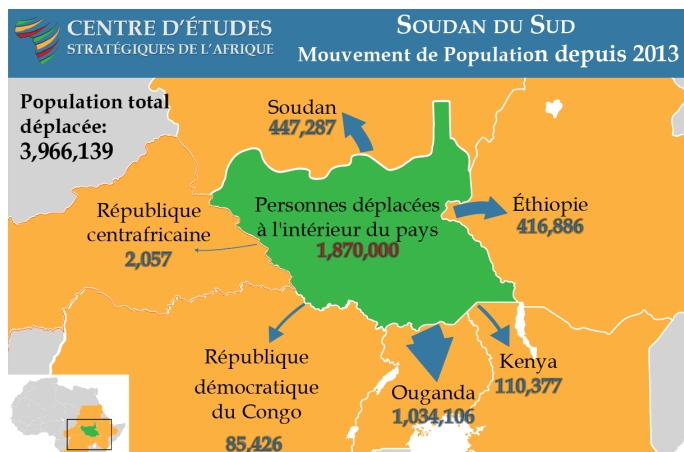
2 millions personnes décédées

4 millions personnes déplacées

Guerre civile du Sud-Soudan (2013-2018)

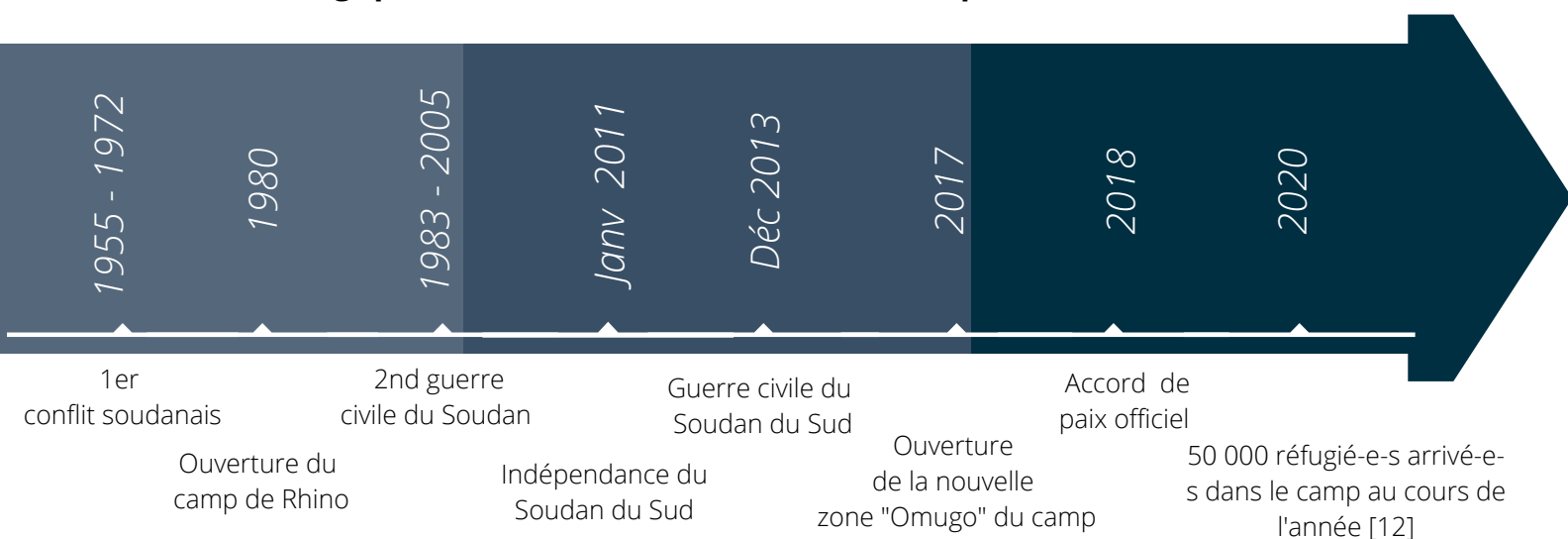
Voire Carte

(Remarque : les chiffres datent de 2018, mais les violences persistantes ont engendré d'autres déplacements)



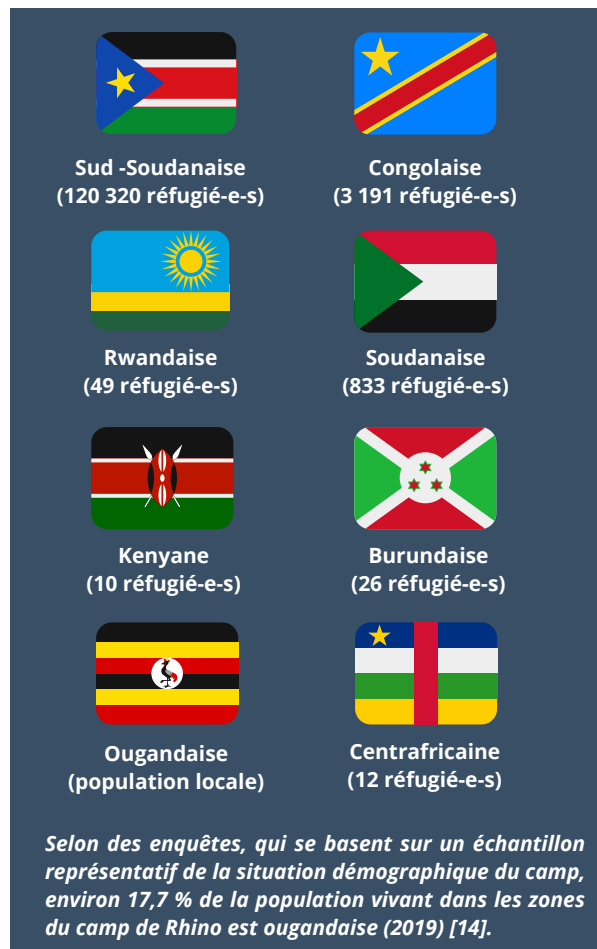
SOURCE : CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE, "LE CONFLIT DU SUD SOUDAN ENTRAÎNE UN MOUVEMENT MASSIF DE POPULATION", 15 JANVIER 2018,

Frise chronologique du contexte d'évolution du camp

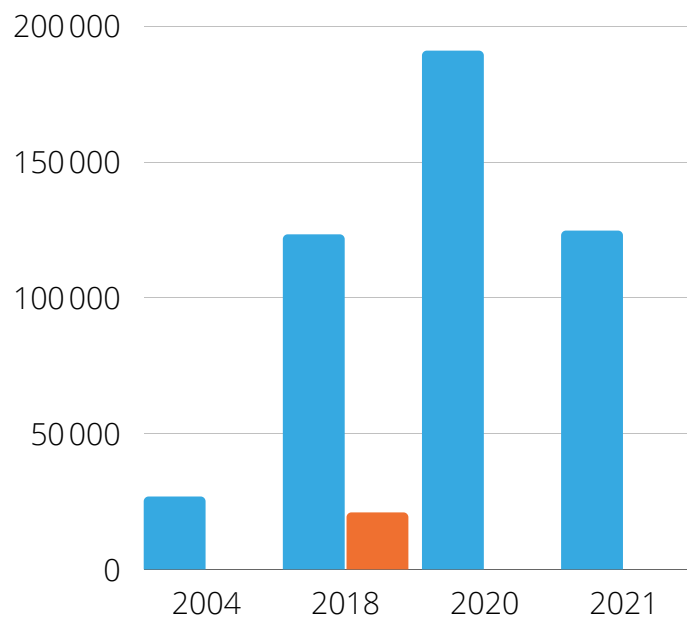


LA POPULATION ACCUEILLIE

| NATIONALITÉS PRÉSENTES DANS LE CAMP [13] :



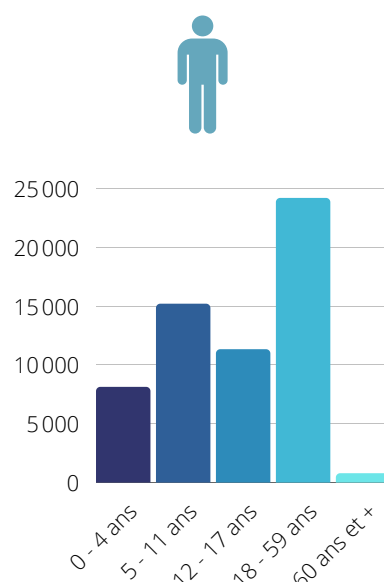
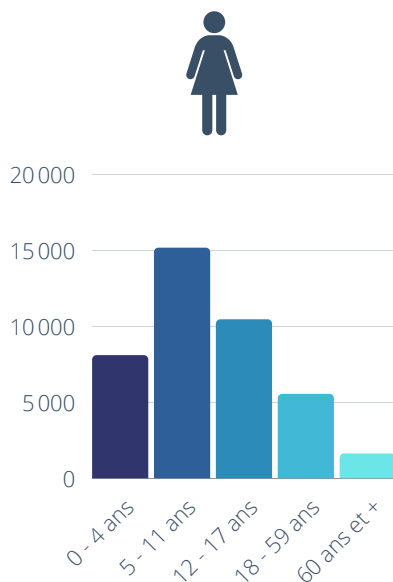
| ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DU CAMP [15 ET 16] :



Légende :
 Population réfugiée
 Population ougandaise

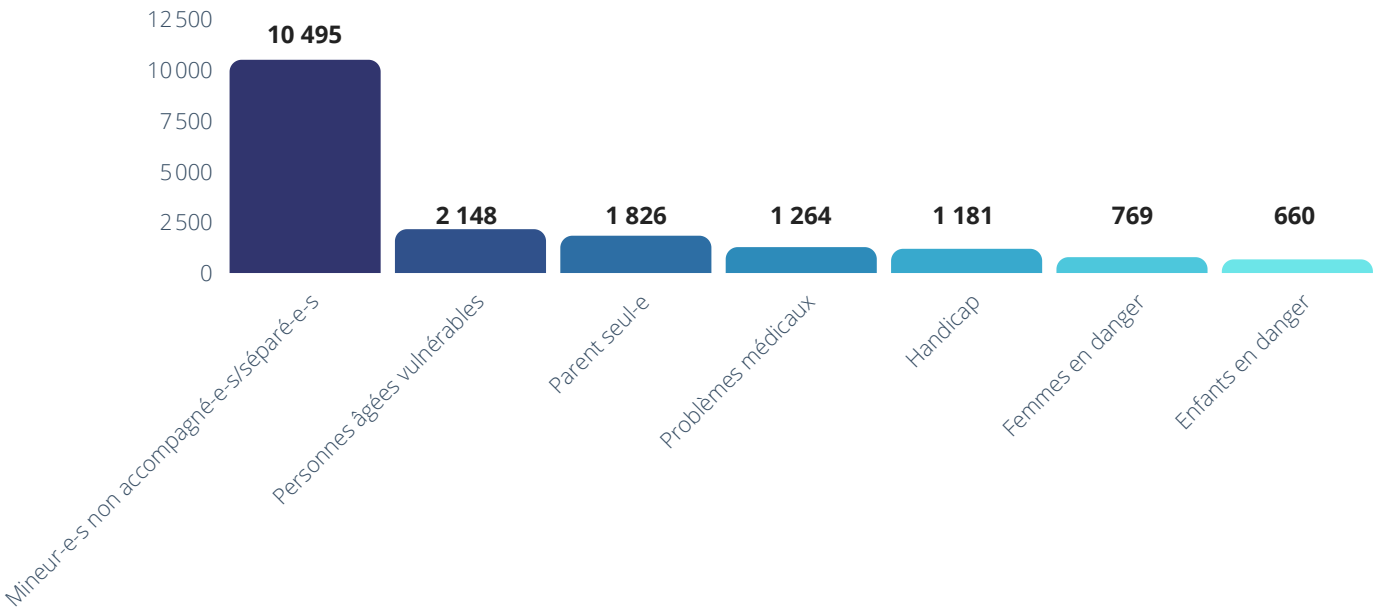
La raison de la baisse démographique entre 2020 et 2021 n'étant pas explicitée, il peut être supposé que les personnes réfugiées aient bénéficiées d'un programme de relocalisation sur le territoire national (dans un autre camp ou non) ou dans un pays tiers.

| DÉMOGRAPHIE (2018) [17]



FEMMES ET ENFANTS
81 %
100 858 personnes

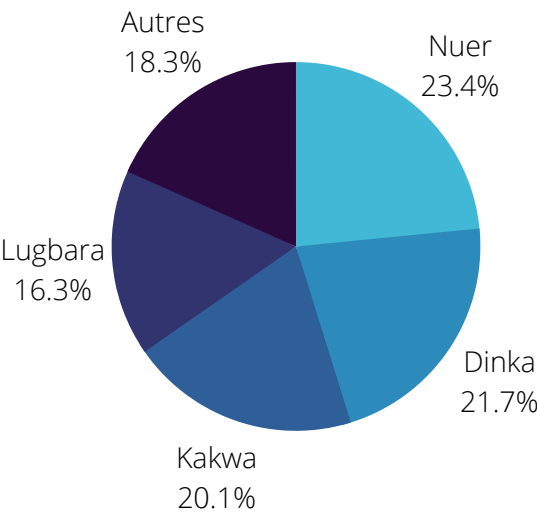
| PERSONNES CONSIDÉRÉES COMME VULNÉRABLES [18] :



| RELIGIONS PRÉSENTES DANS LE CAMP [19]:



| ETHNIES PRÉSENTES DANS LE CAMP [20] :



LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

“ L'Ouganda continue d'appliquer une politique de porte ouverte basée sur l'hospitalité traditionnelle africaine, consistant à accueillir toute personne cherchant à se mettre en sécurité [21] ”

Première terre d'asile en Afrique, perçu comme « le paradis des réfugiés » [22], l'Ouganda a accueilli près de 1,2 millions de personnes exilées en 2019 et présente un modèle unique au monde [23]. Contrairement à la tendance mondiale, qui vise à endiguer les mouvements de populations et à mettre en place des camps de réfugié-e-s contrôlés, l'État ougandais a décidé d'adopter une autre stratégie en **accueillant de manière inconditionnelle les personnes fuyant les persécutions**. La politique d'encampement, telle que pratiquée dans de nombreux pays, entravant - selon la convention de Genève - les droits accordés aux personnes réfugiées n'y est officiellement pas adoptée. L'accueil se fait au travers de camps, qui s'apparentent à des « **colonies agricoles** » [24], d'où l'emploi du terme anglais « settlements ». Ces espaces, situés essentiellement au nord-ouest du pays et dans les régions limitrophes à la frontière congolaise, sont mis à disposition des réfugié-e-s. Ils et elles peuvent, au sein de ces colonies, pratiquer l'agriculture, l'élevage et construire des habitations semi-permanentes [25]. **L'objectif étant que les populations locales et réfugiées cohabitent et que ces dernières arrivent, à terme, à l'autosuffisance alimentaire pour minimiser l'aide humanitaire.**

Toutefois, la **politique d'accueil ougandaise n'est pas purement altruiste**. Elle permet aussi de contribuer au développement du pays par trois grands biais [26] :

- L'accueil permet aux personnes réfugiées de **contribuer au développement et à l'aménagement du Nord du pays**, l'une des régions les plus pauvres du territoire. Selon le bureau du Premier ministre en charge des réfugié-e-s (OPM), beaucoup de sud-soudanais-es sont issu-e-s de régions rurales, savent cultiver et, par conséquent, dynamiseront l'économie locale en vendant le surplus de leur production au marché. Le secteur privé en est aussi dynamisé avec l'implantation d'antennes téléphoniques et de bureaux dans les villes limitrophes, mais aussi d'hôtels pour les humanitaires. [27]
- La présence de personnes réfugiées permet également de bénéficier des programmes de développement **des Organisations Non Gouvernementales et des Organisations Internationales**, qui construisent des infrastructures (hôpitaux, écoles, etc.) qui bénéficient autant aux populations réfugiées qu'à celles locales. Dans une vision optimiste à long terme, si les personnes réfugiées viennent à être rapatriées au sein de leur pays d'origine, ces infrastructures resteront bénéfiques aux ougandais-e-s [28].
- Le plan d'intégration, élaboré par le Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies (UNHCR) avec les autorités ougandaises, stipule qu'**un tiers de l'aide internationale doit bénéficier aux populations locales ougandaises.**

Contrairement à de nombreux pays, qui accueillent les réfugié-e-s en faisant entrave à ces législations internationales non coercitives, l'Ouganda respecte ses engagements en votant, en 2006, le « **refugee act** » [29], qui autorise les populations exilées congolaises et sud-soudanaises à circuler, à travailler et à entreprendre librement. Ces dernières peuvent aussi bénéficier du système de santé national, des services éducatifs publics et des services sociaux ougandais.

Les conditions de travail ont, par ailleurs, été renforcées, avec **les « refugees regulations »** [30] en 2010, qui stipulent que les personnes réfugiées doivent être employées et salariées dans les conditions les plus favorables accordées aux résidents étrangers.

Pour finir, le **HCR est autorisé à intervenir dans les affaires des personnes demandant l'asile jugées en appel** [31]. En outre, l'extradition de ces mêmes personnes est interdite selon la législation nationale, et les **persécutions liées au genre sont considérées comme fondées** et autorisent l'obtention du statut de réfugié [32].

En lien étroit avec le HCR dans la gestion des camps, le gouvernement ougandais est depuis 1999 responsable des secteurs éducatifs, sanitaires, agricoles, ainsi que des services communautaires. D'autres OI et ONG viennent compléter et soutenir ces activités [33].

Co-coordonnés entre le gouvernement, l'UNHCR et différentes agences, des programmes régionaux d'autosuffisance, de résilience et de développement sur le long terme sont menés dans le but de permettre aux réfugié-e-s de contribuer de manière positive à leur pays d'accueil [34].

Convention de Genève relative aux personnes réfugiées (1976) [35]



Protocole de New York relatif aux personnes réfugiées (1976) [36]

Convention de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) (Signée en 1969 et ratifiée en 1987) [37]

L'État ougandais fait donc figure d'exemple dans le rôle qu'il joue concernant l'accueil des personnes réfugiées. Son **modèle innovant** tend à créer une cohésion et une intégration permettant aux populations locales et accueillies de vivre ensemble pacifiquement. Cependant, ces **politiques d'intégration « rendent les formes des camps poreuses et plus complexes à identifier »**. Bien que cette alternative évite l'encampement et l'enfermement, elle maintient les réfugié-e-s dans « une économie de la survie, sans réelle perspective : la forme spatiale du camp est éclatée, mais l'expérience de la marginalisation perdure » [38].

Malgré ce modèle unique et avant-gardiste, l'Ouganda souffre de cet afflux, en hausse constante, eu égard aux périodes d'intensification du conflit sud-soudanais. En 2016, plus de 70 000 sud-soudanais-e-s sont arrivé-e-s en Ouganda, dont 21 % de femmes et 64 % d'enfants [39].

Cette composition démographique implique des besoins humanitaires potentiellement plus importants, notamment en matière d'éducation et de protection.

Ces vagues d'afflux massifs pèsent sur les populations locales, qui subissent aussi l'incapacité des collectivités locales et des ONG débordées et en manque de moyens [40].

Par ailleurs, en 2018, un scandale de corruption a éclaté, impliquant les membres du cabinet du Premier ministre en charge des réfugié-e-s, ainsi que des agents de l'UNHCR et du Programme Alimentaire Mondial (PAM). Ces derniers étaient soupçonnés d'avoir gonflé le nombre de réfugié-e-s accueilli-e-s dans le but de recevoir plus d'aides financières internationales que nécessaire [41]. Depuis, de nombreux bailleurs ont décidé de stopper ou de diminuer ces aides. Décision qui, selon l'UNHCR, pourrait avoir un impact direct sur le maintien de certains services pour les réfugié-e-s.

Depuis ce scandale, un système d'enregistrement biométrique a été mis en place en vue de favoriser la transparence statistique. Le gouvernement reste responsable de cet enregistrement ainsi que de la délivrance des documents officiels [42]. Comme indiqué précédemment, le camp de Rhino est aujourd'hui ouvert et librement accessible.



PHOTO : © MALTESER INTERNATIONAL

LA GESTION DU CAMP

LES GESTIONNAIRES DU CAMP



- **Bureau du Premier ministre (Office of the Prime Minister - OPM)**

L'OPM s'occupe des questions administratives et coordonne les programmes interministériels et non-gouvernementaux relatifs aux personnes réfugiées [43]. Le camp de Rhino est donc principalement géré par ce bureau.



- **Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (UNHCR) :**

En collaboration avec l'OPM, l'UNHCR co-coordonne et délègue aux ONG les différents programmes d'assistance mis en place dans le camp de Rhino [44].

LES ACTEURS PAR SECTEURS [45]

SANTÉ ET NUTRITION

Acteurs Associatifs :

AMREF ; Andre Food International (AFI) ; CARE Doctors with Africa (CUAMM) ; Global Refugee Initiatives (GRI) ; Institut des maladies infectieuses (IDI) ; Mobile Male Circumcision Clinic (MMC) ; Médecins Sans Frontières (MSF) ; Medical Teams International (MTI) ; Pentcostal Assembly of God (PAG) ; Transcultural Psychosocial Organization (TPO) ; Uganda Red Cross Society (URCS) ; Save the Children International (SCI) ; Welthungerhilfe (WHH)

Organisations Internationales :

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ; Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Institutions locales et nationales :

Arua District Local Government (ArDLG)

PROTECTION DES ENFANTS, DES PERSONNES VULNÉRABLES ET CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

Acteurs Associatifs :

Association of Volunteers in International Service (AVSI) ; CARE ; Community Technology Empowerment Network (CTEN) ; Danish Refugee Council (DRC) ; Finn Church Aid (FCA) ; Humanitarian Assistant and Development Services (HADS) ; Humanité et inclusion (HI) ; International Aid Services (IAS) ; International Rescue Committee (IRC) ; Norwegian Refugee Council (NRC) ; OXFAM ; Pentcostal Assembly of God (PAG) ; Peter C. Alderman Foundation (PCAF) ; Plan International ; Rural Initiative for Community Empowerment in West Nile (RICE) ; Save the Children International (SCI) ; Touch Africa Now (TAN) ; Transcultural Psychosocial Organization (TPO) ; URCS ; War Child Canada (WCC)

Organisations Internationales :

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

ABRIS ET MATÉRIEL NON ALIMENTAIRE

Acteurs Associatifs :

African Initiatives for Relief Developments (AIRD) ; Care ; Danish Refugee Council (DRC) ; Norwegian Refugee Council (NRC) ; World Vision International (WVI)

EAU, HYGIÈNE ET SANITAIRE

Acteurs Associatifs :

Associazione Centro Auiti Volontari (ACAV) ; Community Empowerment for Rural Development (CEFORD) ; Catholic Organisation for Relief and Development Aid (Cordaid) ; Danish Refugee Council (DRC) ; International Aid Services (IAS) ; Intersos ; Norwegian Refugee Council (NRC) ; Malteser International (MI) ; OXFAM ; Pentcostal Assembly of God (PAG) ; Plan International ; URCS ; Welthungerhilfe (WHH) ; Water Mission Uganda (WMU) ; World Vision International (WVI)

Organisations Internationales :

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ; Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Institutions locales et nationales :

Arua District Local Governement (ArDLG)

ÉDUCATION

Acteurs Associatifs :

Finn Church Aid (FCA) ; International Aid Services (IAS) ; Norwegian Refugee Council (NRC) ; Save the Children International (SCI) ; Touch Africa Now (TAN) ; Welthungerhilfe (WHH) ; ZOA ; Malteser International (MI) ; IBSF [46] ; SmartAID [47]

AIDE ALIMENTAIRE

Acteurs Associatifs :

Danish Refugee Council (DRC) ; International Aid Services (IAS) ; Norwegian Refugee Council (NRC) ; Rural Initiative for Community Empowerment in West Nile (RICE) ; Uganda Refugee and Disaster Management Council (URDMC) ; World Vision International (WVI)

Organisations Internationales :

Programme Alimentaire Mondial (PAM)

MOYENS DE SUBSISTANCE ET ENVIRONNEMENT

Acteurs Associatifs :

Associazione Centro Auiti Volontari (ACAV) ; Association of Volunteers in International Service (AVSI) ; CARE ; Caritas ; Community Empowerment for Rural Development (CEFORD) ; DanChurchAid (DCA) ; Danish Refugee Council (DRC) ; Humanitarian Assistant and Development Services (HADS) ; International Aid Services (IAS) ; International Center for Research in Agro Forestry (ICRAF) ; Norwegian Refugee Council (NRC) ; Palm Corps ; Rural Initiative for Community Empowerment in West Nile (RICE) ; Welthungerhilfe (WHH) ; World Vision International (WVI) ; Youth With A Mission uganda (YWAM) ; ZOA

Organisations Internationales :

Food and Agriculture Organization (FAO)

Institutions locales et nationales :

Office of Prime Minister (OPM)

Agences étatiques de coopération :

German International Cooperation (GIZ) ; Japan International Cooperation Agency (JICA)

RÉSEAU INTERNET ET TÉLÉPHONIE

Entreprises [48] :

Airtel ; Africell ; MTN



Liste des logos non-exhaustive

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP



SANTÉ

MSF a ouvert un **centre spécialisé dans le domaine de la santé mentale**, des violences sexuelles et de l'avortement dans la zone la plus récente [49]. Deux pharmacies sont aussi présentes dans deux zones distinctes. Outre **l'accès aux soins primaires**, ces centres de santé permettent de vacciner les personnes réfugiées, d'effectuer des opérations de dépistage, etc. L'un des centres propose des **soins dentaires**, tandis que d'autres offrent des services psychosociaux gérés par le TPO. Enfin, une **clinique mobile spécialiste de la circoncision** intervient ponctuellement dans le camp [50]. Les ONG participent aussi à l'accès aux soins par le biais de **programmes de sensibilisation** et via des consultations dans les différentes zones du camp. Ces programmes portent sur des sujets variés allant du VIH aux questions des violences sexuelles. En effet, Rhino est **l'un des camps ougandais où le plus grand nombre de viols ont été recensés** [51]. Pour essayer de pallier cette problématique, environ 31 000 femmes en âge de procréer ont reçus des kits de protection et du matériel sanitaire, cependant 1 275 femmes n'ont rien reçu [52].

LA SANTÉ EN CHIFFRES [53]

12	centres de santé primaires
1	centre géré par MSF
2	cliniques (médicale et générale)
1	poste de santé
0,1	taux de mortalité (standard : 0,1) [54]
0,3	taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (standard : 1,5) [55]
100 %	des femmes ont accouché dans un centre de santé [56]

ALIMENTATION



À leur arrivée, **99 % des personnes réfugiées se voient attribuer un terrain** par les gestionnaires du camp (UNHCR ou OPM) pour qu'elles puissent cultiver et se nourrir. Les autres doivent louer des terrains aux populations locales [57]. Ce système de location permet, en outre, d'agrandir les espaces de culture concédés. Ainsi, dans certains cas, les réfugié-e-s louent aux communautés locales leurs terres en échange de rations alimentaires. Ces possibilités agricoles permettent de varier l'alimentation des populations avec ce qu'elles reçoivent lors des distributions (farine, maïs, haricots) [58]. Selon l'UNHCR, des distributions ont toutefois encore lieu : **101 529 personnes réfugiées ont bénéficié, en 2018, d'une aide alimentaire en nature lors des distributions, et 13 128 personnes ont pu bénéficier d'une aide financière pour subvenir à leurs besoins alimentaires** [59].



EAU, HYGIÈNE ET SANITAIRE

De nombreux organismes, tels que le Danish Refugee Council et World Vision International, ont permis **l'approvisionnement en eau** du camp et la mise en place d'un **système d'assainissement**. Grâce à ces services, la quantité moyenne de litres d'eau potable par personne et par jour est de 23,5 litres, ce qui est supérieur à la norme post-urgence : 20 litres par jour par personnes [60]. Cependant, au sein des zones les moins favorisées, les populations bénéficient, elles, de 19,9 litres par jour par personne.

Des **programmes de sensibilisation** sont aussi menés, notamment au sujet de l'importance du lavage des mains pour limiter la propagation de maladies, ou encore pour déconstruire les préjugés des menstruations [61]. L'ONG Malterser Internationale mène, de son côté, des programmes visant à distribuer des savons, des sous-vêtements et des serviettes hygiéniques réutilisables. Enfin, toujours dans cette volonté de **favoriser l'accès à l'hygiène**, elle a développé un système de douches au sein des écoles [62]. En matière de ramassage des déchets, la majorité des ménages (75 %) ont **accès à une installation d'élimination des déchets solides** [63].

EN CHIFFRES [64]

72	robinets
61	pompes d'eau manuelles
57	réservoirs
8	forages motorisés (16 sont prévus [65])
3	points d'eau (non identifiés)
3	sources naturelles
2	puits
6301	latrines réparties sur 165 emplacements [66]

ACCÈS À INTERNET



À Rhino, **l'accès à Internet a « changé la vie du camp »** [67]. Grâce à cet accès, des commerces de téléphonie mobile ont notamment pu ouvrir. Plus globalement, Internet redessine l'avenir des réfugié-e-s et des ougandais-es de cette région très isolée. Mise en place par les OI et des acteurs privés, tels que Airtel et Net Hope, cette connectivité a permis de donner naissance à l'initiative communautaire CTEN, qui vise à permettre l'accès à des formations en ligne et ainsi à contourner les problématiques financières de la scolarité [68].



ACCÈS À L'EMPLOI

Pour pallier la problématique du chômage et en vue de favoriser l'autonomisation des populations, les OI et ONG emploient dans leurs programmes des personnes réfugiées. Pour ces dernières, ces revenus permettent de mieux se nourrir et, surtout, de poursuivre la scolarisation des enfants au-delà du primaire [69].

ÉDUCATION



En Ouganda, **les jeunes réfugié-e-s vont à l'école publique avec les jeunes ougandais-e-s**. Pour soutenir les programmes éducatifs, de nombreux organismes mettent en place de nouvelles écoles privées ou viennent en soutien à celles déjà présentes. De nouvelles infrastructures éducatives tendent à se construire au sein de cet espace. En 2018, Malteser International a ouvert les portes d'une école écologique [70]. Outre l'aspect purement éducatif, des **cantines ont aussi été mises en place** pour assurer des repas aux enfants [71]. En mars 2020, du fait de la pandémie de Covid-19, les services scolaires ont fermé. Certaines ONG se sont donc adaptées et ont proposé l'école à domicile pour les élèves en difficulté dans le but d'éviter le décrochage scolaire et la perte des acquis [72].

EN CHIFFRES [73]

34	Crèches	1	École communautaire	
6	Maternelles	1	Collège	2 Centres de formation pour les jeunes
9	Pré-primaires	1	Lycée	
16	Primaires	2	Écoles supérieures	1 Centre de formation des groupes de paix



ACCÈS À L'INFORMATION

Au sein même du camp, **trois canaux de communication** ont pu être référencés : le comité d'aide aux réfugiés, les haut-parleurs et un canal plus informel, la famille et les amis. L'enquête dévoile que les besoins d'information les plus couramment signalés sont : la disponibilité des services, les possibilités d'emploi et les résolutions des litiges entre les habitant-e-s. À l'inverse, les informations majoritairement transmises concernent essentiellement : la distribution de nourriture, les questions relatives aux enregistrements et les disponibilités de services [74].

L'ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

SERVICES MÉDICAUX ET PROBLÈMES SANITAIRES

Les structures médicales sont parfois très éloignées des habitations. Cette distance empêche les personnes handicapées d'accéder aux soins, et celles et ceux qui ont la chance de bénéficier de ces services mentionnent un **personnel très limité, des médicaments non adaptés aux problèmes et un manque de soutien médical d'urgence** [75].

S'agissant de la santé alimentaire et de la nutrition, de nombreux-ses habitant-e-s souffrent de **diarrhées chroniques**, notamment les enfants de moins de 5 ans. Les causes principales étant l'eau sale, les aliments mal-cuits et contaminés et les mouches [76]. **Les deux programmes menés dans le camp autour du secteur de la santé n'atteignent pas les objectifs fixés** par les gestionnaires. Par exemple, l'un des programmes touche 59 % de la population du camp tandis que les standards visaient initialement 70 % de la population. Les mêmes problématiques se posent pour les programmes thérapeutiques [77].

Bien que l'approvisionnement en eau soit effectif, **l'accès aux infrastructures, très inégalement réparti**, demeure insuffisant : certains ménages se trouvent à 80 m d'une infrastructure hydraulique tandis que d'autres sont à plus de 2 km [78]. Cette réalité oblige les réfugié-e-s à prioriser cette denrée pour la cuisine et pour s'hydrater au détriment de l'hygiène [79]. Enfin, certain-e-s sont contraint-e-s de faire leurs besoins dans la nature

(8 % des ménages), notamment la nuit, lorsque leur lieu d'habitation est trop éloigné des points de latrines, mal répartis sur l'ensemble du camp [80]. D'après l'UNHCR, 17 000 latrines viennent à manquer [81]. Pour finir, le savon présent en faible quantité empêche 50 % des habitant-e-s de se laver les mains correctement, favorisant ainsi la propagation de maladies [82].

LES SERVICES ÉDUCATIFS SATURÉS ET NON-ADAPTÉS

Les classes sont surpeuplées [83], et les professeurs en sous-effectif. Beaucoup d'élèves se retrouvent dans les classes primaires, car le gouvernement ne reconnaît pas les diplômes soudanais. Les jeunes diplômé-e-s doivent donc se réinscrire en primaire pour obtenir à nouveau un diplôme national [84]. Des **problèmes matériels et linguistiques** viennent s'ajouter : ni les écoles ni les réfugié-e-s n'ont les ressources pour étudier de manière adéquate. La barrière de la langue rend aussi plus difficile l'apprentissage, puisque réfugié-e-s et populations locales fréquentent les mêmes écoles [85]. En outre, seulement **15 % des filles étaient inscrites à l'école secondaire** en 2005. En effet, beaucoup abandonnent après le primaire et sont dépendantes de leurs menstruations qui les obligent à rater les cours une fois par mois [86]. Quatorze ans plus tard, l'UNHCR observe le même problème [87]. Enfin, **les études secondaires sont éloignées et payantes**, les frais de scolarité et de trajet sont trop élevés pour les revenus des ménages.



Le taux de participation dans le secondaire est ainsi plus faible que celui de l'école primaire. Les problématiques liées aux services éducatifs ne s'améliorent donc pas : « Je ne vois pas la situation s'améliorer. Les jeunes sont désœuvrés » [88].

Problèmes éducatifs en chiffres [89]

- 732 Classes manquantes des réfugié-e-s entre 3 et 13 ans
- 45 % ont accès au pré-primaire et au primaire
- 3,8 % des réfugié-e-s fréquentent l'école secondaire
- 3,8 % des besoins en professeurs ne sont pas comblés

UNE COHABITATION SOUS TENSION ENTRE POPULATION LOCALE ET RÉFUGIÉ-E S [90]

La sécurité au sein du camp a été totalement remise en cause suite à la mort de 10 personnes et de 19 blessé-e-s originaires du Soudan du Sud. Commise par des membres de la population locale, cette récente exaction trouve sa source dans une dispute près d'un point d'eau, mais révèle des problématiques sous-jacentes bien plus complexes : **la sécurité et la cohabitation**. Les questions sécuritaires se posent depuis plusieurs années.



Selon l'UNHCR, les femmes sont harcelées ou attaquées par les communautés d'accueil lorsqu'elles s'éloignent des camps pour ramasser du bois. Cependant, ces indices n'ont pas été pris en compte pour renforcer la sécurité de ces espaces. Les ressources hydrauliques et agraires étant de plus en plus limitées, et les services étant de moins en moins accessibles, la cohabitation se complexifie à mesure que l'afflux de populations déplacées exerce une pression sur ces ressources. Louée et remarquée pour son exemplarité, cette cohabitation est aussi favorisée par des médiateurs [91], mais **la saturation des services proposés et les conflits d'accès aux ressources primaires tendent les relations**. En ce sens, les vols, les destructions de biens et les intrusions sur les terrains sont fréquents [92]. Pour résoudre ces litiges, le comité d'aide aux réfugié-e-s ou le tribunal du conseil local peuvent être mobilisés de manière formelle, tandis que la famille et les liens communautaires peuvent l'être de manière informelle. Cependant, la source du problème est multiple. L'asymétrie des besoins et du montant réel des aides en fait partie. Tandis que les premiers sont estimés, en 2017, à 550 millions d'euros, moins de 200 millions ont été accordés. Plus récemment, en avril 2020, le PAM a réduit les ratios alimentaires et les transferts monétaires de 30 % [93]. Reste à voir comment cette situation alarmante sera gérée par les organismes en présence, mais aussi par les habitant-e-s.

L'EAU UNE DENRÉE MANQUANTE

La région où se trouve le camp de Rhino, et plus globalement, la région Nord-Ouest de l'Ouganda est très **peu équipée en matière d'infrastructures** pour forer ou pomper l'eau des nappes phréatiques qui est, en outre, de qualité médiocre. Le manque d'eau ainsi que la faible pluviométrie à certaines périodes affectent les populations de manière directe, mais aussi indirectement à travers une baisse des rendements agricoles [94]. Le temps que l'installation d'un réseau d'eau courante, qui est en cours, soit opérationnel, **des camions citernes approvisionnent le camp avec une eau qui reste de mauvaise qualité** et dans laquelle des cas de contamination ont été relevés [95].

Pour finir, bien que les données officielles de 2020 précisent que les populations encampées ont accès à 25 litres d'eau par jour par personne, cette quantité s'élevait à 15 litres 2 ans auparavant [96], ce qui est inférieur aux normes requises par l'OMS.

L'AIDE MATÉRIELLE, UNE AIDE NON- UNIVERSELLE ET NON- RENOUVELABLE

Selon les données de 2018 prises sur 3 mois consécutifs, presque **50 % des personnes nouvellement arrivées n'ont pas pu bénéficier de ces kits matériels** [97].

Dès leur arrivée, les personnes réfugiées sont censées disposer d'une parcelle de terrain, d'outils et de quelques fournitures pour construire un abri et débiter une activité agricole. Or le matériel fourni est insuffisant [98] et souvent déjà très usé. Les bâches s'abîment et fuient, et les outils de « survie » (casseroles, couvertures, jerrycans, matelas et moustiquaires) sont souvent bien vétustes [99].

DES TERRES PEU ARABLES ET UNE AIDE ALIMENTAIRE INSUFFISANTE [100]

Les personnes nouvellement arrivées se voient attribuer des terres peu fertiles, dont les surfaces sont insuffisantes et avec lesquelles ils doivent pourtant arriver à l'autosuffisance. En effet, selon une enquête menée à Rhino, **85 % des personnes interrogées affirment que les terres sont insuffisantes pour subvenir aux besoins du foyer**. Certaines zones du camp sont même dénuées de terres arables. Cette incompatibilité fait que les personnes réfugiées restent dépendantes de l'aide internationale : « Nous sommes reconnaissants à l'Ouganda. Mais les parcelles qui nous ont été attribuées sont trop petites pour nourrir une famille. Nous restons dépendants. » Or, l'aide alimentaire est largement ralentie par le nouveau système d'enregistrement biométrique et les problèmes informatiques liés.

De nombreux réfugié-e-s finissent leurs productions ou leurs rations avant la fin du mois. De plus, l'aide alimentaire, qui a été diminuée en 2017 d'environ 50 % suite à une baisse des financements en partie due à l'affaire de corruption(96), a de nouveau été réduite de 40 % dans tout le pays eu égard au manque de financement et à l'impact de la pandémie [101].

Pour faire face à ce manque de nourriture, les réfugié-e-s empruntent ou mendient et un commerce d'articles non-alimentaires, que les familles concèdent, s'est aussi organisé pour pouvoir subvenir aux besoins [102]. D'autres préfèrent risquer leurs vies en retournant au Soudan du Sud plutôt que rester mourir de faim dans le camp [103].



LES DÉFIS DE L'HÉBERGEMENT

Accéder à l'hébergement représente un défi, mais les dégâts liés aux **aléas climatiques et la vétusté des matériaux** est d'autant plus complexe à pallier au vu du manque de ressources financières ou matérielles des ménages. Les dégâts généralement mentionnés peuvent être répartis en trois grandes catégories : dommages au niveau du toit (91 % des cas) ; dommages liés aux matériaux des murs (18 % des cas) et dommages au sol (6 % des cas). En somme, **27 % des personnes interrogées dans l'enquête de Reach Initiative, disent ne pas se sentir en sécurité dans leur hébergement** [104].

L'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ

La propriété englobe tous les biens qui appartiennent à un foyer. À Rhino, **57 % des foyers ne sont propriétaires de rien**. À l'inverse, 43 % possèdent du bétail, et/ou une bicyclette, et/ou une machine à coudre. Cependant, bien que certains soient propriétaires, 76 % des ménages n'ont aucun bien générant des revenus [105]

L'ACCÈS AUX RESSOURCES ÉCONOMIQUES [106]

80 % Besoin d'un crédit pour commencer ou poursuivre leurs activités

55 % Manque d'opportunités d'emplois

44 % Manque de compétences/qualifications

55 % des personnes interrogées ont mentionné le manque d'opportunités d'emplois comme étant un défi pour accéder aux ressources économiques.

LES PRESSIONS ÉCOLOGIQUES

Au vu de l'explosion démographique, les questions écologiques et environnementales ne sont pas sans conséquences. **L'utilisation importante du charbon de bois et le défrichage de zones semi-forestières** par les réfugié-e-s ainsi que par les populations locales participent à la déforestation massive de la région et donc au réchauffement climatique, qui est une problématique majeure en Ouganda [107], et plus globalement dans la région des Grands Lacs.

LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS [108]

Selon les documentations internes de l'OPM, quelques fonctionnaires soutireraient de l'argent aux personnes nouvellement arrivées qui souhaitent s'enregistrer alors que ce service est censé être gratuit. En outre, en 2018, une enquête a été ouverte pour trafic d'êtres humains dans les camps de réfugié-e-s sud-soudanais en Ouganda, dont Rhino fait partie.

Par ailleurs, des sources diplomatiques anonymes, mentionnent que **des jeunes filles réfugiées sud-soudanaises auraient été vendues et renvoyées au Soudan du Sud, et que de nombreuses personnes encampées auraient été « intimidées et harcelées par le personnel de l'Organisation des Nations Unies »** [109].

SOURCES ET RÉFÉRENCES

- [1] UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring Settlement Fact Sheet : Rhino Camp », janvier 2018 [en ligne]. <https://reliefweb.int/report/uganda/uganda-refugee-response-monitoring-settlement-fact-sheet-rhino-camp-january-2018>.
- [2] LAROUSSE, « Soudan du Sud », 23 novembre 2020 [en ligne]. https://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Soudan_du_Sud/185775
- [3] CAMBREZY Luc, « Territoire et dimension géopolitique de l'accueil des réfugiés : Les colonies agricoles des exilés du Soudan en Ouganda », *Nature Sciences Sociétés*, 2006, p.368.
- [4] DUFOUR Lucas, « Dire la "guerre oubliée" du Soudan », *Questions de communication*, 2005, p.224.
- [5] CAMBREZY Luc, « Territoire et dimension géopolitique de l'accueil des réfugiés : Les colonies agricoles des exilés du Soudan en Ouganda », *op.cit.*
- [6] MSF, « Soudan du Sud : un pays dévasté par la guerre », 23 novembre 2020 [en ligne]. <https://www.msf.fr/eclairages/soudan-du-sud-une-guerre-civile-devastatrice>.
- [7] LAROUSSE, « Soudan du Sud », *op. cit.*
- [8] MSF, « Soudan du Sud : un pays dévasté par la guerre », *op. cit.*
- [9] WORLD VISION, « Uganda's fourth refugee settlement opens, country responding to unprecedented refugee crisis », août 2017 [en ligne]. <https://www.wvi.org/article/ugandas-fourth-refugee-settlement-opens-country-responding-unprecedented-refugee-crisis>.
- [10] BARNABAS Samuel, SEBIT Martin, TUCKWOOD Christopher, « Baseline survey results on refugees and rumours », *The Sentinel Project*, 9 septembre 2019.
- [11] HUON Patricia, « Réfugiés en Ouganda : l'accueil sans écueil ? », *Libération*, 31 mars 2019.
- [12] UNHCR et WATER MISSION, *Rhino Camp Wash KAP Endline Survey* 2020, 31 décembre 2020, p.9. <https://reliefweb.int/report/uganda/rhino-camp-wash-kap-endline-survey-report-2020>.
- [13] UNHCR, Uganda Refugee Statistics April 2021 – Rhino, 30 avril 2021 [en ligne]. <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/86513>.
- [14] Samuel BARNABAS et al., « Baseline survey results on refugees and rumours », *op.cit.*
- [15] UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*
- [16] UNHCR, Uganda Refugee Statistics April 2021, *op.cit.*
- [17] UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*
- [18] UNHCR, Uganda Refugee Statistics April 2021, *op.cit.*
- [19] BARNABAS Samuel et al., *Baseline survey results on refugees and rumours*, *op. cit.*
- [20] *Ibid.*
- [21] MOMODU Sulaiman, « Réfugiés, l'hospitalité ougandaise », *Afrique Renouveau*, févr. 2019, vol. 32, p.18-19.
- [22] UNGER M., « Ouganda : le paradis des réfugiés », *ARTE Reportage*, 2018.
- [23] HUON Patricia, « Réfugiés en Ouganda : l'accueil sans écueil ? », *op. cit.*
- [24] CAMBREZY Luc, « Territoire et dimension géopolitique de l'accueil des réfugiés : Les colonies agricoles des exilés du Soudan en Ouganda », *op. cit.*, p.368.
- [25] Les réfugié.e.s se voient attribuer 0,3 hectare de terre dont ils n'ont pas la propriété, mais l'autorisation d'exploitation. *Ibid.*, p.312.
- [26] HUON Patricia, « Réfugiés en Ouganda : l'accueil sans écueil ? », *op. cit.*
- [27] COSSET Charlotte, « L'Ouganda apprend à tirer profit de ses réfugiés », *RFI*, 21 juillet 2019.
- [28] HUON Patricia, « Réfugiés en Ouganda : l'accueil sans écueil ? », *op. cit.*
- [29] UI ET UNHCR, *Guide pour la protection internationale des réfugiés et le renforcement des systèmes d'asile nationaux*, 2018, p.222.
- [30] *Ibid.*, p.229.
- [31] *Ibid.*, p.48.
- [32] *Ibid.*, p.78 et p.154.
- [33] UNHCR, *New issue in refugee research : Self-image and the well-being of refugees in Rhino Camp Uganda*, vol.103, 2004.
- [34] UI ET UNHCR, *Guide pour la protection internationale des réfugiés et le renforcement des systèmes d'asile nationaux*, *op. cit.*, p.270.
- [35] MSF, « Dictionnaire Pratique du Droit International Humanitaire : Conventions ratifiées par l'Ouganda » [en ligne]. <https://dictionnaire-droit-humanitaire.org/content/conventions/by-country/134-ouganda>.
- [36] ORGANISATION OF AFRICA UNITY, « Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugié-e-s en Afrique », p.9.
- [37] BOUAGGA Yasmine, « Camps et campements de réfugiés », *Historiens et géographes, Association des professeurs d'histoire et de géographie*, 2019, p.47-52.
- [38] *Ibid.*
- [39] LA BANQUE MONDIALE, « Ouganda : un nouveau foyer pour les réfugiés », *Actualités*, 31 août 2016.
- [40] *Ibid.*
- [41] KOUASSI Carole, « En Ouganda, le nombre de réfugiés gonflé au profit de la corruption », *Africa News*, 31 octobre 2018.
- [42] UNHCR, « Actualité : L'Ouganda débute la vérification biométrique des réfugiés », 2 mars 2018, consulté le 18 décembre 2020 [en ligne]. <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2018/3/5a997160a/l-ouganda-debute-verification-biometrique-refugies.html>
- [43] *Uganda : Refugee Control Act 2006*, Act 21, 24 mai 2006 [en ligne]. <https://www.refworld.org/docid/4b7baba52.html>.
- [44] CAMBREZY Luc, « Territoire et dimension géopolitique de l'accueil des réfugiés : Les colonies agricoles des exilés du Soudan en Ouganda », *op. cit.*, p.366.
- [45] UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring Settlement Fact Sheet : Rhino Camp », *op.cit.* et UNHCR, *Uganda : country refugee response plan*, mars 2019, pp.37-38.
- [46] MALTESER INTERNATIONAL, « Inauguration d'une école écologique au sein du camp pour réfugiés de Rhino dans le Nord de l'Ouganda », 18 octobre 2018 [en ligne]. <https://www.orderofmalta.int/fr/2018/10/18/inauguration-ecole-ecologique-camp-pour-refugies-rhino-nord-ouganda>.

- [47] SMARTAID, Project : iAID South Sudanese Rhino Refugee Camp Uganda [en ligne]. <https://www.smartaid.org/projects/iaid-south-sudanese-rhino-refugee-camp-uganda>.
- [48] LE BLOND Josie, « Pour les réfugiés et la population locale en Ouganda, Internet change des vies », *UNHCR*, 24 septembre 2018.
- [49] MSF, Rapport Annuel 2018, 2019, p.123.
- [50] UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*
- [51] UNHCR, « Refugee Health Report Uganda », mars 2019, p.7.
- [52] UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*
- [53] MAPACTION, REACH INITIATIVES, UNHCR, Facilities Map - Rhino Camp Settlement, 24 octobre 2018. [en ligne].
 Zone 1 : <https://reliefweb.int/map/uganda/facilities-map-rhino-camp-settlement-zone-1-arua-district-uganda-24-october-2018>.
 Zone 2 : <https://reliefweb.int/map/uganda/facilities-map-rhino-camp-settlement-zone-2-arua-uganda-24-october-2018>.
 Zone 3 : <https://reliefweb.int/map/uganda/facilities-map-rhino-camp-settlement-zone-3-arua-uganda-24-october-2018>.
 Zone 4 : <https://reliefweb.int/map/uganda/facilities-map-rhino-camp-settlement-zone-4-arua-uganda-24-october-2018>.
 Zone 5 : <https://reliefweb.int/map/uganda/facilities-map-rhino-camp-settlement-zone-5-arua-district-uganda-24-october-2018>.
 Zone 6 : <https://reliefweb.int/map/uganda/facilities-map-rhino-camp-settlement-zone-6-arua-district-uganda-24-october-2018>.
 Zone 7 : <https://reliefweb.int/map/uganda/facilities-map-rhino-camp-settlement-zone-7-arua-district-uganda-24-october-2018>.
- [54] UNHCR, « Refugee Health Report Uganda », *op.cit.*, p.3.
- [55] *Ibid.*
- [56] UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*
- [57] HUON Patricia, « Réfugiés en Ouganda : l'accueil sans écueil ? », *op. cit.*
- [58] *Ibid.*
- [59] UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*
- [60] UNHCR et WATER MISSION, *Rhino Camp Wash KAP Endline Survey 2020*, *op.cit.*, p.18.
- [61] MALTESER INTERNATIONAL, « Sur le terrain : Accès à l'eau potable et l'hygiène pour les réfugiés venant du Soudan du Sud » [en ligne]. <https://www.malteser-international.org/fr/sur-le-terrain/afrique/ouganda/acces-a-leau-potable-et-lhygiene-pour-les-refugies.html>.
- [62] *Ibid.*
- [63] UNHCR et WATER MISSION, *Rhino Camp Wash KAP Endline Survey 2020*, *op.cit.*, p.8.
- [64] MAPACTION, REACH INITIATIVES et al., Facilities Map - Rhino Camp Settlement, *op.cit.*
- [65] UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*
- [66] *Ibid.*
- [67] HUON Patricia, « Réfugiés en Ouganda : l'accueil sans écueil ? », *op. cit.*
- [68] LE BLOND Josie, « Pour les réfugiés et la population locale en Ouganda, Internet change des vies », *op.cit.*
- [69] *Ibid.*
- [70] MALTESER INTERNATIONAL, « Inauguration d'une école écologique au sein du camp pour réfugiés de Rhino dans le Nord de l'Ouganda », *op.cit.*
- [71] HOWGEGO MUGISHA Catherine, « Gender imbalance in secondary schools », *Forced Migration*, janvier 2005, p.32.
- [72] SAVE THE CHILDREN, « Home-based approach turning homes into classrooms during Covid-19 in Uganda », 6 novembre 2020 [en ligne]. <https://uganda.savethechildren.net/news/home-based-approach-turning-homes-classrooms-during-covid-19-uganda>.
- [73]. MAPACTION, REACH INITIATIVES et al., Facilities Map - Rhino Camp Settlement, *op.cit.*
- [74]. REACH INITIATIVE, NORVEGIAN REFUGEE COUNCIL, « Refugee access to livelihoods and housing, land, and property », mai 2019 [en ligne]. <https://reliefweb.int/report/uganda/refugee-access-livelihoods-and-housing-land-and-property-adjumani-may-2019>.
- [75]. UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*
- [76]. UNHCR et WATER MISSION, *Rhino Camp Wash KAP Endline Survey 2020*, *op.cit.*, p.8-9.
- [77]. UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*
- [78]. UNHCR et WATER MISSION, *Rhino Camp Wash KAP Endline Survey 2020*, *op.cit.* p.7.
- [79]. Plus de la moitié des ménages (55 %) nettoient leurs récipients une fois par semaine, tandis que moins de la moitié des ménages (39 %) nettoient leurs récipients chaque fois qu'ils les utilisent. Les 6 % restants nettoient leurs récipients une fois par mois. *Ibid.*, p.7.
- [80]. *Ibid.*, p.8.
- [81]. UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*
- [82]. UNHCR et WATER MISSION, *Rhino Camp Wash KAP Endline Survey 2020*, *op.cit.*, p.8.
- [83]. SAGMEISTER Johanna, « Le rêve d'Emanuel, réfugié sud-soudanais en Ouganda », Malteser International [en ligne]. <https://www.malteser-international.org/fr/sur-le-terrain/afrique/ouganda/le-reve-demanuel-refugie-sud-soudanais-en-ouganda.html>.
- [84]. *Ibid.*
- [85]. UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*
- [86]. HOWGEGO MUGISHA Catherine, « Gender imbalance in secondary schools », *op.cit.* p.32-33.
- [87]. UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*
- [88]. HUON Patricia, « Réfugiés en Ouganda : l'accueil sans écueil ? », *op. cit.*
- [89]. UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*

SOURCES ET RÉFÉRENCES

[90]. « Ouganda : l'ONU demande une enquête après l'attaque de réfugiés sud-soudanais », *Le Figaro*, 14 septembre 2020.

[91]. « Journal du 20h : Ouganda, le pari de l'intégration », *France 2*, 2018, consulté le 23 décembre 2020. <https://www.youtube.com/watch?v=RRnsnH3TctU>.

[92]. REACH INITIATIVE, NORVEGIAN REFUGEE COUNCIL, « Refugee access to livelihoods and housing, land, and property », *op.cit.*

[93]. UNHCR, « Le HCR et le PAM attirent l'attention sur le fait que les réfugiés en Afrique sont menacés par la faim et la malnutrition en raison de l'aggravation des pénuries alimentaires causées par la crise de Covid-19 », 9 juillet 2020 [en ligne]. <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2020/7/5f06e92ea/hcr-pam-attirent-lattention-fait-refugies-afrique-menaces-faim-malnutrition.html>.

[94]. HUON Patricia, « Réfugiés en Ouganda : l'accueil sans écueil ? », *op. cit.*

[95]. *Ibid.*

[96]. ONU INFO, « L'ONU forcée de réduire son aide à des millions de réfugiés dans le monde », 18 juin 2021, consulté le 25 juin 2021 [en ligne]. <https://news.un.org/fr/story/2021/06/1098412>.

[97]. UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*

[98]. MSF, Sommet sur les réfugiés, 21 juin 2017 [en ligne]. <https://www.msf.ch/nosactualites/communiquespresse/sommet-refugies-ouganda>.

[99]. HUON Patricia, « Réfugiés en Ouganda : l'accueil sans écueil ? », *op. cit.*

[100]. UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*

[101]. *Ibid.*

[102]. UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*

[103]. UNGER M., « Ouganda : le paradis des réfugiés », *op.cit.*

[104]. UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*

[105]. REACH INITIATIVE, NORVEGIAN REFUGEE COUNCIL, « Refugee access to livelihoods and housing, land, and property », *op.cit.*

[106]. *Ibid.*

[107]. *Ibid.*

[108]. UNHCR, « Uganda Refugee Response Monitoring », *op.cit.*

[109]. « Ouganda : enquête sur des accusations de fraudes massives liées à l'aide à l'humanitaire », *L'Express*, 5 février 2018.